TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
(Division des services essentiels)

Région : Montréal
Dossier : CM-2019-1373
Dossier accréditation : AM-1003-0448
Montréal, le 18 mars 2019

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Marie-Claude Grignon

Héma-Québec
Partie demanderesse

c.

Syndicat des travailleuses et travailleurs de Héma-Québec, Montréal-CSN
Partie défenderesse

ORDONNANCE

[1] CONSIDÉRANT que le 18 mars 2019, Héma-Québec (l'employeur) transmet au Tribunal une demande d'intervention en redressement fondée sur les articles 111.16 et suivants du *Code du travail*¹;

[2] CONSIDÉRANT qu'Héma-Québec allègue que des chauffeurs membres de l'unité de négociation représentée par le Syndicat des travailleuses et travailleurs de Héma-Québec, Montréal-CSN (le syndicat) ont entrepris une action concertée en ne se présentant pas au travail selon l'horaire habituel le 18 mars 2019;

¹ RLRQ, c. C-27.

[3] CONSIDÉRANT que le Tribunal a tenu une audience le 18 mars 2019 au cours de laquelle il a entendu le Chef de la planification et de l'affectation de la main-d'œuvre et le partenaire d'affaires relations de travail d'Héma-Québec ainsi que le président du syndicat ;

[4] CONSIDÉRANT qu'Héma-Québec est un service public au sens de l'article 111.0.16(7) du *Code du travail*;

[5] CONSIDÉRANT qu'Héma-Québec a comme mission de répondre avec efficacité aux besoins de la population québécoise en sang et autres produits biologiques d'origine humaine;

[6] CONSIDÉRANT que le syndicat est accrédité pour représenter, entre autres, les chauffeurs d'Héma-Québec;

[7] CONSIDÉRANT qu'une assemblée syndicale a été tenue le 17 mars 2019 au cours de laquelle une entente de principe visant le renouvellement de la convention collective a été ratifiée par une majorité des salariés compris dans l'unité de négociation;

[8] CONSIDÉRANT qu'au cours de cette assemblée, les chauffeurs ont exprimé leur insatisfaction au regard de la ratification de cette entente de principe et qu'un conflit a été observé à cet égard;

[9] CONSIDÉRANT que le syndicat n'a transmis aucun avis de grève conformément à l'article 111.0.23 du *Code du travail*;

[10] CONSIDÉRANT que lorsque le droit de grève n'est pas acquis, la population a droit aux services qu'elle reçoit normalement;

[11] CONSIDÉRANT que, le 18 mars 2019, 12 chauffeurs ne se sont pas présentés au travail selon l'horaire habituel pour cette journée en se déclarant malades et sans indiquer leur date de retour au travail;

[12] CONSIDÉRANT que cet arrêt de travail a entraîné l'annulation de deux collectes mobiles de sang devant se dérouler à Montréal, empêchant ainsi 105 dons de sang et affectant l'état de la réserve de sang du Québec;

[13] CONSIDÉRANT que cet arrêt de travail constitue, selon la preuve prépondérante présentée, une action concertée puisque les 12 chauffeurs concernés ont déclaré collectivement et spontanément à l'employeur, au plus tard trois heures après l'annonce de la ratification de l'entente de principe par l'assemblée, qu'ils ne se présenteraient pas au travail le 18 mars 2019 pour cause de maladie;

[14] CONSIDÉRANT que les raisons pour lesquelles les chauffeurs concernés ont décidé de cesser de fournir leur prestation de travail ne sont pas pertinentes aux fins du présent litige;

[15] CONSIDÉRANT que l'action concertée des 12 chauffeurs porte préjudice ou est susceptible de porter préjudice au service auquel la population a droit;

[16] CONSIDÉRANT que le syndicat a avisé les chauffeurs, en date du 18 mars 2019, par différents moyens de communication, qu'il ne cautionnait pas ce type d'action illégale et qu'il leur demandait de fournir leur prestation habituelle de travail;

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

DÉCLARE que le refus concerté par les chauffeurs de se présenter au travail constitue des moyens de pression illégaux;

ORDONNE aux chauffeurs de fournir les heures de travail normales et habituelles requises par l'employeur, d'exécuter toutes et chacune de leurs tâches usuelles et de s'abstenir de participer à toute cessation concertée de travail;

ORDONNE au **Syndicat des travailleuses et travailleurs de Héma-Québec, Montréal-CSN**, ses officiers, représentants ou mandataires de transmettre une copie de la présente décision aux chauffeurs compris dans l'unité de négociation, avant le début de leur prochain quart de travail le 19 mars 2019, par voie électronique ou par tout autre moyen raisonnable;

ORDONNE qu'au moment de la transmission de cette décision, le **Syndicat des travailleuses et travailleurs de Héma-Québec, Montréal-CSN**, ses officiers, représentants ou mandataires réitèrent aux chauffeurs qu'ils doivent s'abstenir de participer à toute cessation concertée de travail;

AUTORISE le dépôt au greffe de la Cour supérieure du district de Montréal d'une copie conforme de sa décision aux termes de l'article 111.20 du *Code du travail*;

RAPPELLE aux personnes concernées que le dépôt au greffe de la Cour supérieure d'une ordonnance du Tribunal lui confère le même effet que s'il s'agissait d'un jugement de la Cour supérieure et qu'elles sont conséquemment susceptibles d'outrage au Tribunal en cas de contravention;

DÉCLARE que la présente décision entre en vigueur immédiatement et le demeure jusqu'à ce que les membres du **Syndicat des travailleuses et travailleurs de Héma-Québec, Montréal-CSN** exercent la grève conformément aux dispositions du Code.

Marie-Claude Grignon

M^e Denis Manzo
DENTONS CANADA S.E.N.C.R.L.
Pour la partie demanderesse

M^e Jessie Caron
LAROCHE MARTIN (Service juridique de la CSN)
Pour la partie défenderesse

Date de l'audience : 18 mars 2019

/as